



Le rapport du GIEC paru en août 2021 réitère et accentue la sonnette d'alarme. On va dans le mur et les conditions de vie sur terre sont gravement menacées. Plus gros consommateur d'énergie, le secteur du bâtiment est une clé de voûte de la neutralité carbone en Europe. Ce secteur représente 40% de la consommation énergétique européenne, et 46% de l'énergie consommée en France, loin devant les transports et l'industrie (27% et 24%). Le bâtiment est dès lors naturellement l'un des principaux émetteurs de CO2 : 36% en Europe et 27% en France.

L'urgence climatique devient une urgence pour tout le monde. Depuis 2015, les membres de l'Alliance Citoyenne, locataires de logements mal isolés se sont mobilisés à Grenoble, Villeurbanne ou Aubervilliers pour demander et obtenir des rénovations énergétiques de leurs logements.

En 2021, il était temps de changer d'échelle. Aline Lo Matula a lancé une pétition pour interpeler la Ministre. Celle-ci a obtenu rapidement 5 000 soutiens. Karim El Hani de Villeurbanne est venu à Paris pour une action non-violente avec Greenpeace et la Fondation Abbé Pierre de blocage du Ministère de la Transition pour alerter le gouvernement sur l'insuffisance des mesures. La loi climat a permis quelques avancées. Mais elles sont insuffisantes, le combat d'Aline, Karim et des 5 millions de familles vivant dans des logements passoires n'en est qu'à ses débuts. C'est un combat décisif pour la justice sociale et climatique.



**4 442 NOUVELLES  
PERSONNES ENGAGÉES  
EN 2021**



**12 SYNDICATS  
CITOYENS**



**45 VICTOIRES  
OBTENUES PAR  
LA MOBILISATION**



# L'ALLIANCE CITOYENNE

L'Alliance Citoyenne regroupe toutes les personnes qui veulent changer ensemble des situations injustes. Elles construisent des paroles collectives et interpellent les institutions responsables, par l'action non-violente pour des villes plus justes et inclusives. Les petites victoires obtenues donnent confiance dans la capacité des citoyens à faire vivre une démocratie permanente.



## S'organiser et agir contre le mal-logement

Des familles vivent dans des logements insalubres et se battent pour leurs droits face à leur propriétaire privé ou leur bailleur social. L'organisation en syndicat de locataires permet de faire émerger des paroles et actions collectives à même de faire bouger la situation et faire reculer les injustices du mal-logement.



## S'organiser pour des villes 100% accessibles

Parce que les personnes en situation de handicap subissent plus que d'autres le mal logement et le manque d'accessibilité. Ils se rassemblent pour ne pas laisser leur liberté sacrifiée et sont prêts à faire entendre leur voix pour une ville 100% accessible.



## S'organiser face aux discriminations

De nombreux règlements intolérants privent les femmes musulmanes d'accès à des emplois, au sport ou à des formations. Ces femmes se rassemblent, pour revendiquer, passer à l'action, et obtenir auprès des institutions les changements pour rendre la société plus tolérante et avoir les mêmes droits que toutes et tous.



## Une méthode : Community Organizing

Les méthodes du Community Organizing visent explicitement à transformer les asymétries de pouvoir en appuyant les habitants dans la stratégie d'organisation collective, la définition des revendications, l'action collective non-violente, la capacité de négociation et la mobilisation d'alliés (associations, citoyens etc.)



**1 023 MOBILISÉ·ES  
DANS DES ACTIONS  
NON-VIOLENTES**



**5 RAPPORTS  
D'ENQUÊTE**



**+ 16% DE NOUVEAUX  
MEMBRES COTISANTS**

Lancement de la campagne nationale et de la pétition **#StopLogementsPassoires**

A Grenoble, **les locataires d'Actis** se mobilisent pour une meilleure isolation

Conférence de Presse : Les **Handi-Citoyen·nes** présentent le rapport **#StopAscenseursPrisons**

Les Grenoble-Habitant·es organisent le **Printemps des Locataires**



**FÉVRIER**

**MARS**

**AVRIL**

**JUIN**

**JUILLET**



A Villeurbanne, **les habitant·es de Monod** se mobilisent et interpellent les élu·es pour accélérer les travaux de rénovation

Les membres de l'Alliance Citoyenne **marchent pour le Climat à Paris et à Lyon**

**Le Syndicat des Femmes musulmanes** de Grenoble continue la campagne de désobéissance pour l'accès aux piscines

**Les Hijabeuses** font un entraînement de foot au siège de la Fédération française pour obtenir le changement du règlement qui les exclut

**Les Handi-citoyen·nes** se mobilisent pour la déconjugalisation de l'allocation adulte handicapé

**Journée nationale contre la Précarité énergétique** : les locataires se mobilisent face aux passoires thermiques



**JUILLET SEPTEMBRE**

**OCTOBRE**

**NOVEMBRE**



 **Victoire** : Le **Syndicat des Femmes de la rue** obtient le prolongement de la durée d'hébergement pour chaque appel au 115 à Grenoble

Dispositif d'interpellation à Grenoble : lancement de la pétition **#MonCorps MonChoixMonMaillot**

A Villeurbanne, **les locataires de Baratin** célèbrent leurs victoires (accès au parking, réhabilitation etc.)

Accueil de 45 organisateurs·rices internationaux pour le Forum ACORN à Villarceaux



# 2021 EN CARTE ET EN CHIFFRES



Les villes où l'Alliance Citoyenne est présente



Des citoyen·nes organisé·es avec l'appui de l'Alliance Citoyenne



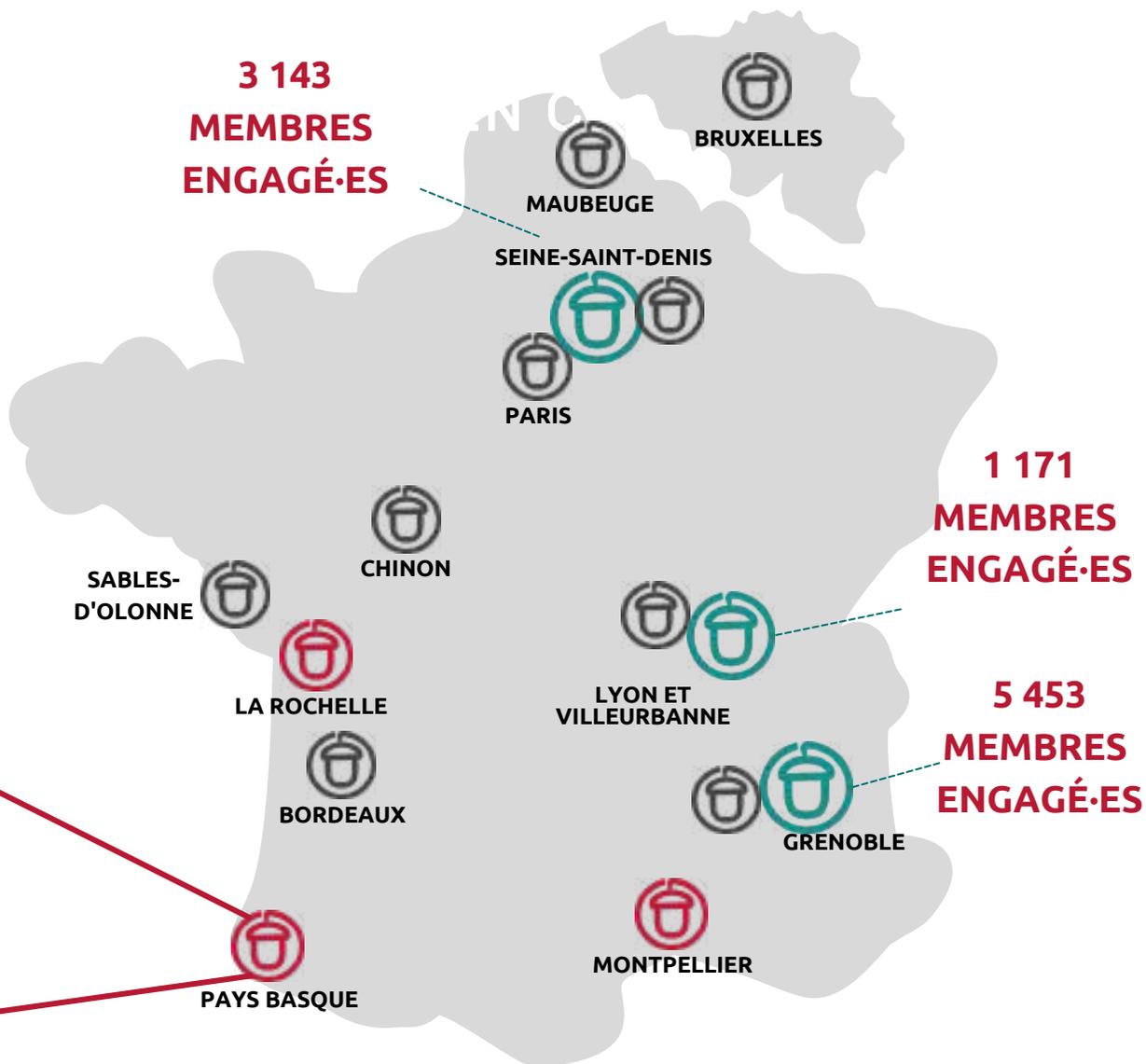
Des professionnel·les et militant·es formé·es et accompagné·es par l'Alliance Citoyenne

**1** partenariat renforcé avec l'affiliation d'**Alda**



Les interventions extérieures ont permis de former **485** professionnel·les et bénévoles

**3 143**  
**MEMBRES**  
**ENGAGÉ·ES**



Au 31 décembre 2021, **9 767** membres sont engagés dans les différents syndicats de l'Alliance Citoyenne

# UN MOUVEMENT QUI AMÈNE 4 TYPES DE TRANSFORMATIONS

Le travail mené au sein de l'Alliance Citoyenne poursuit **quatre types de transformation** : la transformation des institutions avec le recul des injustices sociales et environnementales, la transformation des personnes qui s'engagent, la transformation collective liée à la construction de relations, de groupe, de capacité d'action collective et enfin, une transformation culturelle plus large liée à l'impact des combats des membres de l'association sur les sujets les plus sensibles comme les droits des femmes musulmanes ou sur la démocratie d'interpellation dans son ensemble.

## 1) La Transformation Individuelle

**Apprentissage des savoir-faire citoyens** : Prise de parole publique, animation de réunions, savoir mobiliser ses voisins ou négocier avec un décideur institutionnel etc.

**Dignité et confiance** : Les personnes arrivent vulnérables, angoissées, parfois honteuses de leur situation, elles prennent confiance et prennent conscience que leur situation est aussi celle de nombreux autres et construisent un nouveau récit pour sortir de la culpabilité individuelle et retrouver un sentiment de dignité et de confiance individuelle et collective.

**Politisation** : L'engagement s'accompagne de la montée en généralité des problématiques individuelles, de la compréhension du contexte politique et de l'ancrage dans des valeurs plus larges.

  
**132 membres**  
de l'Alliance  
Citoyenne ont été  
formés à la prise de  
parole publique au  
cours de l'année 2021

## 3) La Transformation Institutionnelle

**Mesures individuelles** : Corrections de situations individuelles abusives (famille mal-logée, personne avec un handicap victime d'une situation abusive, cas de discrimination...)

**Mesures collectives** : plan de rénovation énergétique d'un immeuble, travaux d'accessibilité pour assurer la liberté de mouvement de personnes en situation de handicap

**Transformation des règles** : mise en place d'un nouveau dispositif de droit de pétition, nouveau règlement d'une salle de sport pour assurer le droit d'accès aux femmes musulmanes etc.

  
**45 victoires**  
obtenues par  
la mobilisation

## 2) La Transformation Collective

**Relationnel** : Construction de relations, densité relationnelle, capital social

**Collectif** : Organisation pour produire de la capacité de décision collective, capacité d'action collective

**Développement social sur les « 3 C »**  
Convivialité, coopération, contestation

  
**1503 participant-es**  
aux réunions  
et assemblées

## 4) La Transformation Culturelle

**Impact sur le débat public**, avec la création de nouveaux récits (exemple autour des *hijabeuses*, ou des *rosa parks musulmanes*)

**Nouveaux concepts pour influencer le débat public** : surcharges thermiques, délais maltraitants, écosyndicalisme...

  
**92 interventions**  
dans les médias  
(presse nationale,  
internationale etc.)

# DES RÉNOVATIONS THERMIQUES POUR UNE ÉCOLOGIE POPULAIRE

Cinq millions de familles vivent dans les logements passoires. Leur engagement est décisif pour accélérer la transformation écologique du pays. Analyse après analyse, le constat est sans appel : la France n'est pas sur la bonne trajectoire pour avoir un parc locatif 100% basse consommation pour 2050. Au rythme actuel, il faudrait 1 900 ans rien que pour supprimer les passoires énergétiques. Derrière Aline Lo Matula à Aubervilliers ou Karim El Hani à Villeurbanne, les locataires de logements passoires sonnent la révolte pour la justice sociale et climatique.



Lancement de la campagne nationale  
- #StopLogementsPassoires

2021 a été l'année d'une montée en puissance, à la fois dans les villes et sur le plan national, concernant les mobilisations pour les rénovations thermiques. En effet, les habitants et membres de l'Alliance Citoyenne à Monod (Villeurbanne), à Nicolas de Staël, (Aubervilliers) ou à Hoche (Grenoble), se sont coordonnés pour créer une campagne nationale #StopLogementsPassoires.



L'Alliance Citoyenne s'est alliée avec Greenpeace, le CLER pour son expertise et la Fondation Abbé Pierre pour mener ensemble le combat pour des mesures ambitieuses d'appui à la rénovation énergétique. En effet, 12 millions de personnes vivent dans la précarité énergétique. Ils s'appellent Aline, Chantal, Philippe, Kama, Dalla, Valérie et sont membres de l'Alliance Citoyenne. Parce que les mesures en faveur du climat doivent aussi être sociales et protéger les plus démunis, ils ont lancé une pétition pour interpeller la ministre du logement Emmanuelle Wargon, avec comme mot d'ordre : Protégez ma famille et le climat !



11 518 vues  
pour la vidéo de campagne  
#StopLogementsPassoires



4 108 personnes  
ont signé la pétition  
#StopLogementsPassoires

**Première victoire** - Arbitrage favorable du Ministère avec une nouvelle méthode de calcul des DPE (Diagnostic de Performance Énergétique), permettant de réintégrer 800 000 logements (classés E) comme celui d'Aline dans la catégorie des passoires thermiques qui nécessitent une rénovation prioritaire (en classes F ou G). La médiatisation du combat d'Aline a été décisive.



La Convention citoyenne a proposé de rendre les rénovations obligatoires mais la loi climat repousse les rénovations à 2028. Ce délai représente un coût de 10 500 €, insupportable pour mon revenu d'aide-soignante, [...] et 11 millions de tonnes de CO2 sur l'ensemble des logements passoires.

Aline, locataire à la Maladrerie (Aubervilliers)  
et membre de l'Alliance Citoyenne



Interpellations des députés et  
actions de désobéissance civile

Des actions de désobéissance civile et d'interpellations ont été organisées à Aubervilliers, Villeurbanne et Grenoble, mais également directement auprès de la Ministre, qui a été renommée pour l'occasion, le 7 avril 2021, **Ministère des petits gestes**, en référence aux politiques de rénovation insuffisantes et peu efficaces menées par le gouvernement.



10/11/21 : Journée nationale  
contre la Précarité énergétique

Dans le cadre de la 1ère édition de la **Journée nationale contre la Précarité énergétique**, le 10 novembre 2021, des militants de l'Alliance Citoyenne, de Greenpeace et de la Fondation Abbé Pierre, ont déplié d'immenses banderoles sur des logements passoires à Grenoble, Aubervilliers et Villeurbanne. L'objectif de cette action était d'alerter les pouvoirs publics sur le coût financier et sanitaire des passoires thermiques.



Voir la vidéo de présentation de la campagne  
#StopLogementsPassoires, (10/02/21)

Voir le reportage de l'Oeil du 20h de France 2,  
Pourquoi certains propriétaires pourront continuer à  
louer des passoires thermiques après 2023, (03/02/21)



Lire l'article de Reporterre, Les trop « petits gestes »  
du ministère sur la rénovation énergétique, (10/04/21)

Voir le reportage du Figaro, Logements passoires:  
Greenpeace renomme le ministère de la Transition  
écologique, «ministère des petits gestes», (08/04/21)



# EN SEINE-SAINT-DENIS, MOBILISATION FACE AUX LOGEMENTS PASSOIRES

Depuis fin 2020, l'Alliance Citoyenne d'Aubervilliers est devenue l'Alliance Citoyenne de Seine-Saint-Denis, agissant désormais également à Stains, Saint-Denis, l'Île-Saint Denis et Saint-Ouen.



## A Aubervilliers, les habitants de l'allée Nicolas de Staël mettent la pression à l'OPH

Depuis 2020, les 80 locataires de l'allée Nicolas de Staël (OPH d'Aubervilliers), dont les logements sont classés G et considérés comme des passoires thermiques, s'organisent avec l'Alliance Citoyenne. A de nombreuses reprises, en 2020, les habitants ont interpellé la Maire de la ville (également présidente de l'OPH) pour obtenir la rénovation de leur logement.

Les locataires ont souhaité nommer le problème : ils sont victimes de surcharges thermiques à cause du manque d'isolation et l'absence de travaux du bailleur. Ils l'ont illustré à travers **un rapport d'enquête, agrémenté de témoignages et de chiffres forts, qui a rendu visible le coût des factures d'électricité des familles et leur précarité énergétique.** Des propositions pour mettre fin aux injustices vécues ont été présentées par les locataires à la Maire d'Aubervilliers.



Consulter le rapport d'enquête : « *Soutien financier aux locataires de passoires thermiques* »



Voir le reportage 19/20 de France 3, la fin des passoires thermiques ? (15/02/21)



## les locataires ont témoigné devant 9 médias en 2021

Les locataires de l'allée Nicolas de Staël ont également témoigné publiquement, avec 9 médias, qui se sont déplacés en 2021 pour rendre visible leurs injustices (C dans l'air, France 3 etc.), et donnant ainsi une mauvaise presse à l'OPH et à la Maire.

Le rapport d'enquête envoyé à la Maire d'Aubervilliers et la forte pression médiatique, l'a contrainte à **prendre position publiquement pour soutenir les familles de l'allée Nicolas de Staël et mettre la pression au directeur de l'OPH pour intervenir.**



L'année 2021 a également été une année d'élections, ainsi les candidat-es aux régionales et départementales ont été interpellés par les membres de l'Alliance Citoyenne. Julien Bayou, Clémentine Autain, Audrey Pulvar ou encore Raquel Garrido sont ainsi venues prendre la température des logements d'Aline et de Kama.

Enfin dans le cadre de la journée nationale contre la Précarité énergétique, les locataires et membres de l'Alliance Citoyenne, avec Greepeace et la Fondation Abbé Pierre ont posé une immense banderole sur le bâtiment, ce qui a permis de bousculer l'OPH.

Ainsi, face à la forte mobilisation des locataires et à la pression médiatique, le directeur de l'OPH a proposé de mettre en place **dès 2022, un dispositif d'aides financières aux locataires, visant à compenser le coût lié à la surcharge thermique due à la mauvaise isolation.**



Voir le reportage de C dans l'Air sur *Les passoires thermiques de la Maladrerie*, (20/02/21)



Lire l'article de France Bleu, *Aubervilliers : mobilisation des associations contre la précarité énergétique*, (10/11/21)



## A St-Ouen : les locataires du bailleur social obtiennent des premiers travaux

A Saint-Ouen, des locataires du bailleur social la SEMISO, victimes de problèmes d'isolation (humidité, froid, moisissures et des factures très élevées d'électricité), se sont mobilisés. Suite à une action organisée par les locataires au siège de la SEMISO pour interpeller la direction du bailleur, sur cette situation inacceptable, le directeur adjoint a reçu les habitants en juin et s'est engagé à faire des premiers travaux de rénovation. **Une première victoire !**



## Marche pour le Climat à Paris : L'écologie aussi pour nos quartiers !

Le 28 mars 2021, les membres de l'Alliance Citoyenne ont participé à la marche pour le Climat à Paris. C'était l'occasion de réaffirmer qu'il faut une vraie loi Climat pour lutter contre les passoires thermiques et que **les quartiers se mobilisent également pour plus de justice climatique.**



# QUARTIERS DE VILLEURBANNE : " L'ÉCOLOGIE POUR NOUS AUSSI ! "

151 familles vivant en situation de précarité énergétique dans le quartier Monod à Villeurbanne vont interpeler les institutions. Ils demandent à la Métropole d'accélérer les travaux d'isolation prévus en 2027 et aux députés de voter les amendements de la Loi Climat pour rendre obligatoire les rénovations.



**151** familles de Monod se sont mobilisées pour des travaux de rénovation

Puis, le bus pour l'écologie populaire a déposé les habitants devant la permanence parlementaire de Jean-Louis Touraine, député à Lyon. L'objectif est également de faire bouger la loi pour toutes les personnes en France qui habitent dans des passoires thermiques. Celui-ci étant dans le même temps sur Paris, une demande de rdv a été faite et les amendements de la Loi Climat ont été accrochés sur sa permanence.

Enfin, dernière étape pour les habitants, direction la Métropole du Grand Lyon. Les élus n'ont pas daigné recevoir les habitants, qui ont réussi à rentrer dans le bâtiment de la Métropole et y ont déposé les factures exorbitantes de chauffage.

Suite à cette mobilisation, le 22 juillet, le Maire de Villeurbanne s'est rendu dans le quartier de Monod, pour rencontrer les habitants et apporter des engagements. **Il s'est alors engagé à faire démarrer les travaux dès 2025.** La mobilisation a également permis d'obtenir un renforcement de la transparence d'EMH vis-à-vis des habitants, ou le lancement d'un travail mené par le bailleur social, la Métropole, le CCAS, les Centres Sociaux avec le syndicat de Monod pour trouver des **aides financières face à la précarité énergétique** des habitants.



**Rénovation énergétique :  
Mobilisation des habitants de Monod**

A Villeurbanne, le 17 mars 2021, les habitants du quartier Jacques Monod se sont mobilisés, soutenus par des militants de Greenpeace Lyon et d'Alternatiba ANV Rhône, pour demander d'avancer la date des travaux d'isolation, initialement prévus en 2027. A travers **le bus de l'écologie populaire**, les habitants ont rendu visite aux collectivités et députés : la Mairie de Villeurbanne, la permanence parlementaire et la Métropole du Grand Lyon.

Première arrêt pour le bus de l'écologie populaire : la Mairie de Villeurbanne. Les habitants ont reçu un accueil plutôt favorable, bien qu'insuffisant. En effet, l'adjointe au Maire, Agnès Thouvenot, a indiqué être favorable à renforcer le pouvoir des habitants : *«il faut faire la ville avec ses habitants»*, a-t-elle réaffirmé.



**Marche pour le Climat à Lyon :  
Intervention d'Abdelkarim**

Lors de la marche pour le Climat à Lyon, le 28 mars, Abdelkarim, président de l'Alliance de Jacques Monod est intervenu devant les 6000 personnes présentes à la marche. Il leur a présenté le combat des habitants de Monod pour la rénovation de leur logements et à demander à chacun de **mettre la pression sur les députés pour interdire les passoires thermiques** au plus vite.



*Cela fait un an que l'on se bat pour avoir des rénovations [...] on est 151 familles à Monod, [...] 20% de nos salaires part pour payer nos factures d'électricité, les enfants tombent malades etc. J'en appelle à tous les Français, interpellez vos députés et demandez à ce qu'une vraie Loi Climat soit votée pour sortir des logements passoires.*

**Abdelkarim, membre de l'Alliance  
Citoyenne et habitant à Monod**



Voir la vidéo de BFM TV Lyon, *Villeurbanne : le ras-le-bol des habitants de la cité Jacques-Monod*, (18/03/21)



Voir la vidéo de l'intervention d'Abdelkarim lors de la marche pour le Climat à Lyon, (28/03/21)



Lire l'article de Lyon Bondy Blog, *Visite du maire à Jacques-Monod, une première étape, mais beaucoup d'attentes*, (23/07/21)



Lire l'article du Progrès, *Précarité énergétique : à Jacques-Monod, on se mobilise encore*, (10/11/21)



# A GRENOBLE, " CHAUFFEZ NOS APPARTS, PAS LE CLIMAT ! "



## A Hoche, les locataires d'Actis se mobilisent pour une meilleure isolation

En été, il fait plus de 40°C dans les étages supérieurs des bâtiments de Hoche. Pour répondre au mal-être des habitant-es, Actis propose l'installation de stores occultants, mais avec augmentation du loyer.

Le 24 mars 2021, une trentaine de locataires, soutenus par des militants d'Alternatiba Grenoble, se mobilisent et organisent une action au siège d'Actis pour rencontrer le directeur général et lui demander de réels travaux d'isolation sans hausse de loyers. Ils ont apporté une vache à lait au directeur général d'Actis avec comme mot d'ordre **Actis pas Lactalis** ou encore **on n'est pas des vaches à lait** et ainsi dénoncer l'exploitation financière.

Suite à cette interpellation, les locataires ont obtenu un rdv et deux directeurs d'Actis se sont rendus sur le quartier de Hoche.



## VICTOIRE !

Installation  
de stores occultants  
sans hausse de loyer

“

*On paye déjà des loyers proches du maximum légal, et on nous demande en plus de financer la pose des stores. Ce n'est pas à nous de nous serrer encore la ceinture pour des travaux sur le patrimoine du bailleur.*

**Fatiha,  
Locataire d'Actis**

Une cinquantaine de locataires se sont déplacés pour les rencontrer et les interpeler directement pour demander des travaux de rénovation thermique.

Face au manque de réponse de la part d'Actis, les habitant-es ont décidé de se rendre à la Mairie pour rencontrer Élisabeth Martin, la présidente du bailleur. Vesna, Loïc et Aristide ont été reçus par cette dernière et Nicolas Beron Perez (VP à l'habitat) à la Métropole de Grenoble. Les deux élu-es se sont engagés à proposer d'autres solutions aux locataires d'ici la fin du mois et à **réaliser un diagnostic thermique spécifique aux logements du 5ème étage, en première ligne face aux fortes chaleurs.**

Face à la mobilisation, Actis organise une consultation de 2 mois sur le quartier pour valider ou non le projet de stores occultants payés en partie par les locataires. Les habitant-es ont été nombreux-ses à répondre à la consultation, preuve qu'ils sont mobilisés sur le sujet des rénovations thermiques pour leur quartier.

Les habitant-es votent "non" à l'augmentation des loyers.

En conséquence, ils décident de solliciter un nouveau rendez-vous avec Élisabeth Martin, présidente d'Actis afin de trouver ensemble une solution viable. **La mobilisation continue et en juillet, ils obtiennent l'installation des stores occultants sans hausse de loyers !**



**NEWS**  
Lire l'article du Dauphiné Libéré,  
Grenoble : des habitants du quartier Hoche réclament  
l'isolation de leurs logements, (24/03/21)



**NEWS**  
Lire l'article de France 3 Régions,  
Grenoble : des militants de Greenpeace et de la  
Fondation Abbé Pierre dénoncent la précarité  
énergétique avec une banderole géante, (11/11/21)



**Journée contre la Précarité énergétique :  
les locataires réclament des travaux de rénovation**

Pour alerter sur leur situation, les habitants du 149 Cours de la Libération, organisent une action d'interpellation à l'occasion de la **Journée nationale de lutte contre la précarité énergétique**, le 10 novembre dernier, en collaboration avec Greenpeace et la Fondation Abbé Pierre. Le conseiller métropolitain au logement, Nicolas Beron Perez, s'est déplacé à cette occasion pour rencontrer les habitant-es et assurer que les rénovations thermiques étaient un enjeu prioritaire pour la Métropole de Grenoble.







# A GRENOBLE, POUR LA DIGNITÉ DANS LE LOGEMENT



## Les Grenoble Habitant-es organisent le Printemps des Locataires

En mai 2021, plus de 40 locataires de Grenoble Habitat, de tous les quartiers de l'agglomération (Constantine, Malherbe, Teisseire, St Bruno, Capuche, Gières) étaient réunies pour l'assemblée des Grenoble Habitant-es. Toustes s'accordent pour dire que Grenoble Habitat ne les respecte pas : ascenseur en panne, ménage non fait, réclamations sans réponse, chauffages défectueux, rien ne va chez le bailleur social.

Partout, les locataires dénoncent le manque de lien avec Grenoble Habitat, l'absence de transparence et le mauvais entretien de leurs logements qui se dégradent. Pour mettre la pression sur la direction et les élu-es du Conseil d'Administration, les Grenoble-Habitant-es ont décidé d'organiser le **Printemps des locataires**, avec une action par semaine jusqu'à être reçues par les responsables.

## Le Printemps des Locataires

15 jours  
3 actions non-violentes  
+ 50 locataires mobilisé-es

“

*Cela fait du bien d'être entendu. J'ai l'impression qu'ils ont compris qu'ils ne pouvaient plus faire comme si on n'existait pas. On ne lâche pas la pression maintenant, il faut que les travaux soient faits dans nos immeubles*

M'Hamed,  
Grenoble-Habitant

Durant 15 jours, des dizaines de locataires de Grenoble Habitat (Teisseire, Malherbe, Jouhaux, Villeneuve etc.) organisent **chaque semaine des actions directes non violentes chez leur bailleur social**.

- **Le 31 mai** - un charivari dans les bureaux - casseroles, poêles et sifflets étaient au rendez-vous pour attirer l'attention des responsables de Grenoble Habitat et obtenir des réponses face aux nombreux problèmes restés sans réponse
- **Le 04 juin** - ils se sont enchaînés devant les bureaux pour dénoncer les pannes d'ascenseurs et les appartements mal adaptés qui les privent de leur liberté de mouvement
- **Le 07 juin** - ils ont fait le ménage chez le bailleur pour montrer aux responsables comment faire pour que leurs montées soient bien entretenues.

Cette mobilisation a été reprise par la presse et a permis d'obtenir une rencontre avec les élu-es de la ville de Grenoble, Annabelle Bretton et Chloé Le Bret pour discuter d'une sortie de crise.

**Après 4 mois de mobilisation, les locataires de l'avenue des Martyrs ont pu enfin célébrer le 1er juillet**, les résultats de leur mobilisation : Grenoble Habitat s'est engagé pour la privatisation du parking, la fermeture des caves et la réparation des chauffages etc. Ainsi, en septembre, les travaux de marquage au sol pour les places de parking, qui devraient permettre un meilleur respect de la privatisation des places, ont commencé : **1er engagement de Grenoble Habitat pour le quartier**.



Lire l'article d'Actu Grenoble, *Des locataires dénoncent l'inaction de Grenoble Habitat en nettoyant l'accueil du bailleur social*, (08/06/21)



Lire l'article de France Bleu Isère, *À Échirolles, les habitants des Essarts accusent la SDH de leur faire payer la rénovation de leurs logements*, (17/11/21)



Pour des rénovations sans hausse de loyers : mobilisation aux Essarts à Échirolles

*En octobre, dans le quartier des Essarts à Échirolles, une vingtaine d'habitant-es se sont réunies pour discuter du projet de rénovation du quartier et surtout de la conséquence : la hausse de leurs loyers !*

Widad, Souhila, Savine, Abderahim et une dizaine d'autres habitants ont décidé de s'organiser et de demander à la Société Dauphinoise pour l'Habitat (SDH) un rendez-vous pour annuler cette hausse des loyers. Déterminés, ils passent à l'action pour interpellier le bailleur mi-novembre.



Les habitant-es, accompagnés des militant-es de l'Atelier Populaire d'Urbanisme de la Villeneuve, ont interpellé la SDH et demandé une rencontre avec la Directrice générale. Après des discussions houleuses dans les couloirs entre les habitants et les responsables de la SDH, une délégation a été reçue par la directrice.

L'objectif : des rénovations, qui ne sont pas à la charge des locataires, mais de la Métropole de Grenoble ou de la SDH. Finalement, **la mobilisation a obtenu gain de cause**, la directrice de la SDH a laissé la porte ouverte à des rénovations sans hausse de loyers.

“

*Cela fait 30 ans que l'on demande des rénovations, le quartier tombe en ruines. Maintenant qu'ils font les rénovations, ils veulent nous les faire payer.*

Souhila,  
habitante du quartier des Essarts

# POUR LA DIGNITÉ DANS LE LOGEMENT



## A Frappaz : Retour sur 3 mois de mobilisation des locataires d'Alliade Habitat

Au quartier Frappaz à Villeurbanne, une centaine de familles souffrent d'une mauvaise isolation de leurs appartements, à cause de fenêtres mal installées depuis les dernières rénovations. Le système de chauffage est au sol et ne permet ainsi pas de garantir une chaleur suffisante pendant les vagues de froid (17°C). Pour atteindre 19°C, ils doivent utiliser un chauffage d'appoint électrique et payer jusqu'à 80€ par mois en plus des charges collectives.

En février 2021, les habitants en colère contre ce gaspillage économique et écologique, ont commencé à s'organiser avec une première réunion d'appartement, qui a eu lieu chez Yamina. Une dizaine de voisins ont alors **lancé le syndicat de locataires, sous le nom d'Alliance Frappaz**, avec l'élection d'un comité de citoyens actifs (Aidi, Yamina, Kamel et Nadia qui les a rejoints dernièrement). Face à la mauvaise isolation, ils ont lancé une pétition et récolté 150 signatures auprès des autres habitants !



Lors d'une assemblée de locataires, le 24 mars 2021, les habitants ont décidé de passer collectivement à l'action. Ainsi, 10 jours plus tard, une dizaine d'habitants a apporté collectivement la pétition au siège du bailleur social, Alliade Habitat. Le bailleur social a directement reçu les portes paroles en négociation. Deux autres rendez-vous de négociation ont été nécessaires pour trouver un accord.

### Suite à la mobilisation des locataires, le 11 mai dernier, Alliade Habitat, s'est engagé à :

- changer tous les chauffages actuels par des chauffages électriques à haute performance énergétique,
- dératiser les parties communes,
- avancer les travaux de rénovation prévue de 2024 à 2022



## A Baratin, le syndicat de locataires célèbrent les victoires



En mai 2021, un syndicat de locataires s'est organisé dans la résidence de Baratin à Villeurbanne. Ensemble, ils ont lancé une pétition, qui a reçu plus de 150 signatures pour 200 logements, pour demander des barrières pour le parking, le traitement des nuisibles et le lancement de la réhabilitation du quartier.

Les porte-paroles du syndicat ont demandé un rdv avec le bailleur social, Alliade Habitat, pour présenter la pétition et les demandes des habitants. **Des engagements ont été pris rapidement par le bailleur** (traitement des nuisibles, lancement de la réhabilitation des logements d'ici 18 mois, solution pour l'accès parking résidant d'ici la fin 2021). Suite à cela, le syndicat a organisé, le 22 octobre, une célébration des avancées dans un moment convivial qui a réuni 150 personnes autour de la projection d'un court métrage tourné dans le quartier cette même année.

**Cette démarche a inspiré !** En effet, en parallèle de cette action, un groupe de jeunes de Baratin s'est organisé à leur tour et ont lancé une pétition pour un city stade à l'extérieur de la résidence pour y organiser des tournois et créer de la convivialité dans la résidence. Suite à cette initiative, le bailleur a adressé un courrier de concertation aux habitants pour sonder l'intérêt pour le lancement de ce projet. Le projet ayant plu au plus grand nombre, **un stade de foot temporaire avant les grands travaux de réhabilitation** a été installé, grâce à la réactivité du comité d'habitants et à une démarche réceptive de la part du personnel du bailleur social.



Lire l'article du Lyon Bondy Blog, Villeurbanne : des assemblées de quartiers pour se faire entendre, (30/06/21)



## A Aubervilliers, la copropriété des Joyeux s'organise pour obtenir des travaux !

Les copropriétaires des Joyeux à Aubervilliers continuent de s'organiser avec l'appui de l'Alliance Citoyenne. Un comité syndical officiel est organisé tous les mois autour de Amel, Habib, Michel et d'autres pour définir les informations à faire circuler dans la copropriété et assurer l'interface avec l'administrateur judiciaire et les pouvoirs publics.

Deux assemblées générales ont été organisées (la dernière en juin 2021) en lieu et place des assemblées officielles qui devraient être assurées par le cabinet de l'administrateur judiciaire, qui n'a tenu aucune réunion depuis 2019...

Après deux ans de travail commun entre les copropriétaires mobilisés avec l'Alliance Citoyenne et les services de l'EPT (Établissement public territorial) de Plaine Commune, **des travaux d'urgence, attendus depuis des années, vont enfin débiter cet automne 2022.**



En parallèle, le plan de sauvegarde pour les travaux à plus long terme a aussi été rédigé avec l'aide du comité officiel ainsi que le concours de l'Échappée des copropriétés. Il n'attend désormais plus que la signature de la mairie... qui tarde cependant à venir. Les élections municipales de 2020 ont amené une alternance politique avec l'arrivée de Karine Francllet (UDI). Contrairement à l'ancienne maire (Meriem Derkaoui) qui s'était engagée à ne pas détruire la copropriété suite aux actions des habitants en 2018, la Maire actuelle souhaite remettre le sujet à l'ordre du jour sans concertation avec les habitants...

Après l'envoi d'un courrier d'interpellation à destination de la Maire, les habitants ont organisé plusieurs actions d'interpellations durant l'année 2021 pour montrer la **détermination des copropriétaires à aller au bout de la réhabilitation** et entamer un dialogue constructif avec la mairie.

# LES HANDI-CITOYEN-NES EN MOUVEMENT

Depuis le printemps 2020, 225 personnes en situation de handicap habitant les quartiers populaires de Grenoble ont construit un groupe d'action collective, au sein de l'Alliance Citoyenne. Ils se mobilisent pour des logements accessibles et adaptés et souhaitent faire entendre leur voix dans l'espace public, les médias et la sphère politique où ils restent encore invisibilisés et infantilisés.



**Campagne #StopAscenseursPrisons : les Handi-Citoyen-nes se mobilisent**

Les pannes d'ascenseurs dont les délais de réparation vont de 24 heures à plusieurs mois ont une double conséquence. Elles provoquent à la fois des situations d'enfermement à domicile et à la fois des périodes où les personnes sont bloquées à l'extérieur de chez elles et n'ont plus accès à leur logement.

Ces pannes-prisons peuvent toucher tout le monde. Seulement, lorsque les personnes impactées sont à mobilité réduite ; ces dernières sont ainsi condamnées à l'isolement, avec des conséquences directes sur leur santé, vie sociale et professionnelle ainsi que de la dépendance envers leurs proches ou des associations de solidarité.



**5 VICTOIRES**

dans le cadre de la campagne **Stop Ascenseurs Prisons**

Pour les Handi-Citoyen-nes, la question des « ascenseurs-prisons » est devenue le cœur des discussions, avant les questions d'accès à l'emploi ou aux transports en commun.

En 2021, ils ont organisé plusieurs actions directes et négociations avec les bailleurs sociaux de l'agglomération grenobloise : Actis, Grenoble Habitat, Alpes Isère Habitat et ont obtenu des victoires concrètes : relogement d'Isabelle et de Marion, réparation des ascenseurs dans l'immeuble de Ghalia, mise en place d'un système de portage etc. Enfin, ils ont interpellé les élu-es, lors d'une conférence de presse devant la métropole de Grenoble pour identifier des solutions durables.



*Pour les personnes valides, le transport commence quand ils prennent un tram ou un train, pour nous cela commence dès qu'on passe le palier de chez nous et qu'on se demande si on va pouvoir utiliser notre ascenseur.*

**Isabelle,**  
**membre des Handi-Citoyen-nes**

Lutter contre les ascenseurs-prisons, c'est lutter en faveur de l'inclusion des personnes en situation de handicap et pour leur liberté d'aller et venir, ainsi que celle des personnes âgées pour qui l'ascenseur est une condition importante pour bien vieillir chez soi. Les personnes de plus de 60 ans seront 20 millions, en France, en 2030. Il est urgent d'apporter des réponses durables à ce problème persistant.



**Mobilisation pour la Déconjugalisation de l'Allocation Adulte Handicapé**

Depuis sa création en 1975, le versement de l'AAH, destiné à compenser l'incapacité à travailler, reste tributaire au non dépassement du plafond de ressources du ménage. Une personne en situation de handicap sans activité professionnelle ne perçoit ainsi aucune AAH si les revenus de son conjoint dépassent les 1 600€ par mois, soit le salaire moyen annuel d'une personne en France.



En 2021, les Handi-Citoyen-nes se sont mobilisés et ont interpellé leurs députés pour voter en faveur de la fin de ce système injuste de versement de l'AAH. Ils ont organisé un rassemblement devant la Préfecture de l'Isère en juin et un "porteur de parole" à la Caserne de Bonne en octobre pour alerter les Grenoblois-es sur cette injustice. Après un vote bloqué et un rejet de la proposition de loi par les députés de la majorité, ils comptent maintenir la pression sur le gouvernement et continueront à se mobiliser sur le sujet en 2022.



*On ne lâche rien, pour notre indépendance, notre autonomie et celles des prochaines générations. Pour qu'elles n'aient plus à choisir entre leur vie de couple et leur liberté financière*

**Marie-Ange,**  
**membre des Handi-Citoyen-nes**



Consulter le rapport d'enquête,  
« **Lutter contre les ascenseurs prisons** »



Voir le reportage du Média,  
Loi Handicap (AAH) :  
la Macronie sans cœur  
(14/10/21)



Lire l'article de Place Grenet,  
les "handi-citoyens" interpellent les  
politiques locaux sur les « pannes-  
prisons » d'ascenseurs (24/04/21)



**225** Handi-Citoyen-nes  
mobilisé-es en 2021

# LES FEMMES DE LA RUE : DE L'INJUSTICE AUX PETITES VICTOIRES

Après avoir accompagné plusieurs associations entre 2017 et 2020 dans des projets de pouvoir d'agir des personnes de la rue (Oiseau Bleu, Relais Ozanam, Secours Catholique, Armée du Salut), l'Alliance Citoyenne a souhaité poser les bases d'un mouvement plus large et ambitieux en appuyant un pouvoir citoyen pour les familles et personnes à la rue ou en hébergement précaire.



## Les Femmes de la rue : de la colère et des injustices ...

Entre mai et novembre 2021, Mélissa Sahnoune, organisatrice au sein de l'Alliance a rencontré **230 personnes privées de logement** dans la région grenobloise et en Seine-Saint-Denis pour recueillir les colères et sentiments d'injustice.

- **Les mauvais traitements et sentiments de discriminations**  
Certaines femmes sont réveillées à 6h pour être remises à la rue avec leurs enfants. Pour elles, ce sont des traitements indignes, elles peinent à comprendre pourquoi elles ne pourraient rester jusqu'à l'heure de l'école des enfants. D'autres se sentent insécurisées voir humiliées lors des intrusions sans prévenir dans les chambres, de la part des employés des structures d'accueil. Le sentiment d'injustice est renforcé par l'opacité des prises de décisions qui affectent directement la vie quotidienne.
- **L'hygiène des locaux** - Certaines personnes déplorent la présence de nuisibles au sein de la structure d'accueil. Plus généralement, les conditions d'hygiène y sont parfois vécues comme humiliantes et pointées comme l'une des problématiques centrales.
- **L'accès à une alimentation saine** - Dans plusieurs cas, la distribution prévue par la structure d'accueil ne permet pas de couvrir les besoins des personnes. Dans d'autres cas, c'est l'accès au nécessaire de cuisine (réfrigérateur etc.) qui pose problème par son absence ou son insuffisance au vue du nombre de personnes accueillies

- **Les délais administratifs** - Les délais de traitement de dossiers pour les demandeurs d'asile rendent les situations extrêmement précaires en empêchant par exemple l'accès aux soins en raison de l'attente de leurs droits à l'AME (Aide Médicale d'État).



## ... aux petites victoires, qui en appellent d'autres

Les femmes souffraient de devoir appeler tous les jours après 17h pour avoir une place dans un accueil de nuit. Grâce à l'organisation de toutes les femmes d'un accueil de nuit, au lancement d'une pétition, aux soutiens d'alliés et à l'interpellation du SIAO38 (le service intégré de l'accueil et de l'orientation), les femmes ont obtenu une avancée et le changement du fonctionnement de l'association gestionnaire du 115. Désormais **chaque appel garantit 3 nuits d'accueil et réduit ainsi un peu le stress quotidien.**

Au-delà du changement concret, cette victoire a donné le sentiment à toutes ces femmes, d'avoir prise sur une machine administrative qui semblait inaccessible. Les femmes impliquées en sont ressorties, motivées et fières de raconter leur histoire et la création de ce **syndicat des femmes de la rue.**



## Chronologie d'une victoire : le 115

**1er Juillet 2021**

A l'initiative d'une des femmes fréquentant l'accueil de nuit, **sept femmes se réunissent pour cette 1ère réunion.** L'objet est de faire un premier état des lieux des problèmes rencontrés. Un certain nombre de revendications sont très largement partagées par les femmes présentes. A la fin, elles décident d'initier une pétition décrivant les revendications et de la faire signer à toutes les femmes de l'accueil. Une première ébauche de dynamique collective émerge : **les femmes de la rue.**

**12 Juillet 2021**

**Dépôt de la lettre de revendication des Femmes de la rue.** Elles font signer la lettre, portant les revendications et sollicitant un rdv avec la directrice. Certaines femmes évoquent la peur et la culpabilité qu'elles ressentent à l'idée de porter la lettre et redoutent la réaction des intervenants sociaux. L'appréhension est confirmée par l'accueil mitigé reçu au moment du dépôt de la lettre.

**15 Juillet 2021**

A l'issue de la 2ème réunion des Femmes de la Rue, **elles décident d'interpeller les élus de la métropole.** La demande obtient une réponse rapide, avec un rdv fixé au 21 juillet, en présence de Nicolas Beron-Perez. Une réunion de préparation est programmée pour préparer cette rencontre. Chacune des femmes pourra présenter sa situation personnelle, puis la parole sera donnée à l'une d'entre elles qui portera plus particulièrement les revendications du groupe.

**21 Juillet 2021**

**Réunion avec les élus de Grenoble Alpes Métropole**  
Le groupe expose les principales problématiques rencontrées au sein de l'accueil de nuit et demande la mise à disposition d'un lieu pour se poser la journée. Elles proposent des formes d'autogestion pour éviter l'embauche de personnel et demandent le soutien des élus pour contacter la direction de leurs sollicitations.

**Août 2021**

**Interpellation du SIAO 38 sur le 115 et négociation.** L'une des problématiques des Femmes de la Rue est celle de l'insécurité consécutive à l'obligation d'appeler le 115 tous les jours pour conserver sa place d'hébergement. Un rdv est demandée avec le SIAO et est fixée au 31 août. Ce jour-là, les femmes rappellent la précarité de l'accueil et insistent sur leur volonté de prolonger les durées de séjour.

**8 Septembre 2021**

**Victoire : Prolongement de la durée d'hébergement pour chaque appel.**  
Les femmes apprennent que la directrice a mis en œuvre en partie leur demande : la durée d'hébergement pour un appel passe d'1 à 3 jours. Si cet allongement ne résout pas entièrement l'instabilité, il constitue une première avancée pour le groupe.



## Territoires du Syndicat

- Paris et Seine-Saint-Denis
- Grenoble



Consulter le rapport : « Exploration des conditions d'organisation d'un syndicat de la rue »

# LES HIJABEUSES : FOOTBALL POUR TOUTES



## Les Hijabeuses s'entraînent au siège de la FFF

Le 23 juillet 2021, les Hijabeuses se sont entraînées au sein du siège de la Fédération Française de Foot pour **réclamer la modification de ses statuts afin que les femmes musulmanes qui portent le foulard puissent jouer en compétition avec un hijab de sport.**

Dans une ambiance sportive, elles ont demandé à être reçues par un responsable. Ce sont finalement avec deux agents qu'elles ont pu échanger. Ces derniers se sont engagés à : faire remonter leur demande auprès des responsables et recevoir une position claire de la FFF sur la possibilité de changer les statuts de la FFF afin que toutes les joueuses qui portent un Hijab de sport puissent accéder aux compétitions.

Chaque week-end, des jeunes femmes se font exclure d'un terrain de football et interdire de jouer parce qu'elles portent le voile. Les arbitres appliquent le règlement intolérant et injuste de la Fédération Française de Football (FFF) qui prive des centaines de femmes de la pratique de leur sport favori en compétition. Depuis janvier 2020, des centaines de femmes s'organisent à travers les Hijabeuses pour faire entendre leur voix et faire reconnaître leur droit de jouer au football.



Pour suivre leurs actus @leshijabeuses



**Voir le reportage du Média,**  
Football : les femmes qui portent le voile sur la touche  
(27/07/21)



**Lire l'article du Guardian,**  
*Les Hijabeuses: the female footballers tackling France's on-pitch hijab ban*  
(21/06/21)



**Lire l'article du Courrier de l'Atlas,**  
*Le voile de la discorde*  
(novembre 2021)



## Recours juridique : Les Hijabeuses saisissent le Conseil d'Etat

Fin août 2021, le président de la FFF, Noël Le Graët, répond enfin aux Hijabeuses et notifie un refus face à leur demande de changer les statuts, en défendant le principe de neutralité. Après des mois de mobilisation, de sollicitations aux différents responsables de la Fédération Française de Football et face à ce refus, les Hijabeuses ont décidé de saisir le Conseil d'État. **Le recours juridique est enclenché avec l'avocate Me OGIER par les associations Alliance Citoyenne, Contre-Attaque et l'intervention volontaire de l'association militante LGBTQIA+ Les Dégommeuses.**

Le droit est clair : la laïcité impose la neutralité aux agents du service public, mais aucunement aux usager-es, qui ont le droit d'exprimer leurs appartenances multiples dans l'espace public. Or les joueuses de foot sont des usagères du service public. Seul le législateur peut décider de soumettre les usagers du service public à une obligation de neutralité. Or, la FFF, qui ne dispose pas de ce pouvoir, méconnaît ainsi la liberté de conscience.

# DROITS CIVIQUES : PISCINES POUR TOUTES

En 2021, le Syndicat des Femmes musulmanes de Grenoble a continué à se mobiliser pour obtenir le droit pour toutes d'accéder aux piscines publiques, en s'appuyant sur des alliés féministes, notamment Nous Toustes 38.



## Campagne Piscines pour toutes : l'été 2021 en actions !

Depuis 2018 des femmes musulmanes qui portent le voile, soutenues par des militantes féministes demandent au Maire de Grenoble la suppression des notions de longueur de maillot dans le règlement des piscines municipales. **Pour dénoncer ces règlements sexistes et discriminants et obtenir à la fois le port du burkini et l'autorisation du topless**, le Syndicat des Femmes musulmanes a mené une série d'actions non violentes et de désobéissance civile à l'été 2021.

En juillet, les militantes du syndicat et de Nous Toustes 38 ont accroché des banderoles et collé des affiches dans le centre-ville de Grenoble.

La semaine suivante, pour continuer à mettre la pression, les membres du Syndicat des Femmes musulmanes, soutenues par des militantes de Nous Toustes 38 organisent **une pool party sur le parvis de l'Hôtel de ville**.

Mi-juillet, ce sont 3 actions de désobéissance civile dans les piscines qui se sont succédé. Déterminées à faire évoluer le règlement discriminant des piscines, les militantes du Syndicat ont été se baigner dans les piscines de Jean Bron et au 3 Dauphins.



Lire la tribune du Syndicat,  
*Burkini, Bikini, Monokini,  
toutes à la piscine !*  
(01/02/21)



Voir le reportage d'AJ+,  
*Burkini :*  
*"La piscine pour toutes !"*  
(15/07/21)



Lire l'article d'Auféminin,  
*#PiscinesPourToustes : des femmes se  
battent pour pouvoir se baigner en  
burkini* (05/07/21)



*Tous les jours mon fils me supplie d'aller à la piscine et c'est dur, c'est l'été, il commence à faire chaud. J'ai pas les moyens de l'emmener à la mer et il est petit je peux pas le laisser tout seul. Pourquoi le maire ne veut pas qu'on se baigne nous aussi ?*

**Raja, membre du Syndicat  
des Femmes musulmanes**



## Conférences - Genre et discriminations : comprendre pour faire face



Pour alimenter le débat public, le Syndicat des Femmes musulmanes de Grenoble a organisé un cycle de conférences : **Genre et discriminations : comprendre pour faire face**. Au total du 28 novembre au 11 décembre, ce sont plus de 150 personnes qui sont venues écouter la députée Danièle Obono parler d'antiracisme, Julien Talpin et Guillaume Roux de discriminations, Haoues Seniguer d'islamisme ou encore pour discuter avec Eléonore Lepinard et Hanane Karimi de genre et d'islamophobie.



**+ 150** Grenoblois-es  
ont participé au cycle  
de conférences  
**Genre et Discriminations**

# DÉMOCRATIE D'INTERPELLATION : MÉDIATION À GRENOBLE

En 2021, la ville de Grenoble a initié un dispositif d'interpellation et de médiation d'initiative citoyenne. Après des actions directes de désobéissance civile dans les piscines de Grenoble cet été, les membres du Syndicat des Femmes musulmanes de Grenoble ont décidé de saisir de ce nouveau dispositif pour l'accès aux piscines pour toutes.



## Campagne Piscines pour toutes : Dispositif de médiation à Grenoble



A partir du 3 octobre et durant plusieurs semaines, des membres du syndicat des Femmes musulmanes se sont rendus sur le terrain pour aller faire signer la pétition **#MonCorpsMonChoixMonMaillot** aux Grenoblois-es, dans le cadre du dispositif d'interpellation citoyenne.

**En 15 jours, déjà 1 015 soutiens de Grenoblois-es ont été obtenus** : sur le campus, à labifurk, au centre-ville, dans les quartiers, en porte à porte etc. de tous horizons les Grenoblois-es se montrent à l'écoute et se mobilisent pour faire évoluer le règlement intérieur des piscines municipales.



Grâce aux 50 premières signatures, on a activé le premier seuil du dispositif d'interpellation. Cela va nous permettre de rencontrer les élus dans un cadre clair, avec des compte-rendus publics de nos discussions.

**Yasmina,**  
co-porteuse de la pétition

L'obtention des 50 premières signatures a permis le lancement du processus de médiation avec les élues et les agents municipaux.

Un premier rdv de médiation a été fixé au 20 octobre, auquel étaient présentes Yasmina et Amel, co-porteuses de la pétition, et reçues par les élues à l'Égalité des Droits et au Sport, par la Directrice Générale Adjointe des Services et les techniciennes du service égalité des droits. Des formations internes à destination des élues et des technicien-nes sont en cours. Pour la première fois, **des représentant-es de la Ville ont reconnu la valeur et la qualité du travail de terrain réalisé depuis plusieurs années**. Un nouveau rendez-vous d'étape est prévu fin novembre et le dernier rendez-vous de médiation est planifié pour le mois de janvier.



On a la sensation d'avoir été entendues. Les élues nous ont dit que le règlement va changer et qu'elles allaient peser de tout leur poids pour lever les blocages politiques

**Amel,**  
co-porteuse de la pétitions

Le deuxième seuil des 1 000 signatures a été atteint, mais le syndicat des femmes musulmanes a préféré poursuivre la médiation et ne pas recourir aux ateliers d'initiative citoyenne (incluant 25 citoyen-nes tiré-es au sort). Il s'agissait pour elles de défendre un droit porté par des personnes concernées et non de co-construire une politique publique.



**2 373 Grenoblois-es**  
ont signé la pétition  
**MonCorpsMonChoixMonMaillot**



Lire l'article d'Actu Grenoble, *L'Alliance Citoyenne lance une pétition pour le port du burkini dans les piscines*, (04/10/21)



Lire l'article du Dauphiné Libéré, *Burkini à Grenoble : l'Alliance citoyenne veut aller jusqu'au référendum*, (02/10/21)



## Retour sur le dispositif d'interpellation citoyenne de la ville de Grenoble

Depuis juin 2021, la ville de Grenoble a lancé un nouveau dispositif d'interpellation citoyenne destiné aux Grenoblois-es. Ce dispositif s'appuie sur 3 outils d'interpellation collective :

- Seuil 1 : **Médiation d'initiative citoyenne** : à partir de 50 soutiens (exclusivement grenoblois)
  - 2 réunions entre les porteurs, les élu-es et les directions référentes
  - la publication du compte-rendu sur le site de la ville
- Seuil 2 : **Atelier d'initiative citoyenne** : à partir de 1 000 soutiens
  - un groupe de 25 citoyen-nes grenoblois-es tiré-es au sort
  - des auditions d'expert-es
  - La production et la publication d'un rapport de préconisations sur le site de la ville
- Seuil 3 : **Votation d'initiative citoyenne** : à partir de 5% de la population (environ 8 000 soutiens)
  - un débat en conseil municipal pour proposer une votation citoyenne
  - une campagne et un débat public et contradictoire
  - une consultation des Grenoblois-es sous la forme d'une votation citoyenne
  - l'objet de la consultation pourra faire l'objet d'une délibération en Conseil municipal.

Une fois le nombre de soutiens atteint, l'activation des seuils 2 et 3 n'est pas automatique et est seulement proposée au porteur.



# LIBERTÉS ASSOCIATIVES ET RÉPRESSION



## A-t-on le droit de défendre les droits des femmes musulmanes en France en 2021 ?

On peut en douter. L'engagement au sein de l'Alliance Citoyenne de femmes musulmanes demandant le droit de jouer au foot, de se baigner dans les piscines ou de travailler, à générer des répressions importantes contre l'association. Le Ministère de l'Intérieur, Gérard Darmanin, est intervenu pour bloquer une subvention européenne au détriment de toutes les procédures de la commission, l'Agence du Service civique a bloqué la mise à disposition de volontaires et la Maison des Initiatives de Villeurbanne (Miete) a exclu de ses locaux l'Alliance Citoyenne du Grand Lyon. La défense de la démocratie passe par la mise en lumière de ces abus, l'engagement d'une avocate et le travail au sein de l'Observatoire des libertés associatives a été décisif pour se défendre.



## 7 cas de répression abusive affectant l'Alliance Citoyenne

L'exclusion du Conseil d'Administration d'une membre de l'Alliance dûment élue ou l'envoi de la police sur un rassemblement non-violent de locataires avait amené l'Alliance Citoyenne à solliciter le chercheur *Julien Talpin* et l'*Institut Alinsky* à creuser ces situations pour mieux les comprendre.

Il y a, dans la ville, une répression des syndicats d'usagers, similaires à la répression syndicale dans l'entreprise. Le pouvoir n'aime pas être contesté, et ceux qui le détiennent sont devant une triple option face aux interpellations citoyennes : les ignorer, les réprimer ou dialoguer. **Le choix de la répression est un recul démocratique.**



L'enjeu d'analyser et de comprendre était décisif et a donné lieu à l'investissement de l'Alliance dans la construction de l'Observatoire des libertés associatives et la présence de ses membres pour apporter leurs témoignages lors des présentations des rapports de l'Observatoire devant les député·es. Le rapport *Citoyenneté réprimée* analysait **100 cas de sanctions abusives** sur des associations par les autorités publiques après des prises de paroles critiques ou des actions collectives revendicatives, dont 7 concernaient l'Alliance.



## Lancement d'une Coalition pour les Libertés Associatives à Grenoble

Le 24 avril, une cinquantaine de personnes, militantes et représentantes du monde associatif se sont retrouvées pour partager leurs expériences de répressions associatives : les 7 des Jardins de la Buisserate, la fermeture du bar *L'engrenage* ou encore la fin des subventions pour le club de football de *Teisseire*. A l'issue de la réunion, la nécessité de se réunir pour faire front aux répressions que subissent les associations grenobloises fait l'unanimité. **La Coalition pour les Libertés Associatives est ainsi officiellement lancée à Grenoble** le 24 avril 2021.



## L'intervention de Darmanin : la restriction de la société civile en un exemple

### Mars 2021

Le Parisien rend public le courrier de Darmanin accusant l'Alliance Citoyenne de "promouvoir la charia" et demandant l'annulation de la subvention.

### Avril-Mai 2021

Mobilisation de soutien de nombreuses associations (Amnesty International, Ligue des Droits de l'Homme) pour que la commission européenne ne cède pas au diktat de Darmanin.

### Juin 2021

La Commission européenne informe qu'après enquête les accusations de Darmanin sont jugées infondées. Un fonctionnaire demande toutefois "d'adapter le projet aux circonstances nouvelles entre avril 2020, lors de la rédaction du projet, et septembre 2021" et de retirer les actions publiques. Le consortium décide de maintenir le principe d'action non violente dans le projet, qu'il perdrait de son sens sans cela. Cependant une des associations du consortium annonce son souhait de sortir du projet pour ne pas être dans le viseur de Darmanin. Elle est remplacée dans le consortium par ENORB et le réseau des féministes contre le cyber harcèlement

### Octobre 2021

La Commission nous informe de l'annulation de la subvention suite à ce changement de partenaire. Après une contestation, la commission confirme en novembre le refus.



Consulter le rapport  
**"Une Citoyenneté réprimée"**  
100 cas de restriction des libertés associatives



Lire l'article du Dauphiné Libéré,  
*Visée par Darmanin, Alliance citoyenne Grenoble répond : "On ne comprend pas ces attaques (29/03/21)*



Regarder le reportage du Média  
*Islamophobie : la guerre de Darmanin contre une association (14/05/21)*



**23 associations** sont intervenues pour soutenir et dénoncer l'intervention abusive de Darmanin

# ALLIANCE CITOYENNE DANS ACORN INTERNATIONAL

Le combat pour la démocratie et la justice sociale et environnementale n'a pas de frontières. Le soutien de l'Alliance Citoyenne s'est renforcé pour les organisations sœurs dont elle a encouragé la création au Cameroun (2017) et en Tunisie (2019).



L'association **On Est Ensemble** a mené en 2021 des combats pour étendre l'accès à l'eau potable pour les habitants des quartiers pauvres de Douala ou a lancé de nouvelles mobilisations de familles affectées par les pollutions des plantations de canne à sucre. Les échanges avec les organisateurs syndicaux camerounais sont des temps précieux pour nourrir la réflexion sur comment s'organiser et se battre dans des contextes différents.

En 2021, **El Comita Tunis** a subi un coup d'arrêt à cause du recul de la démocratie dans le pays. Le coup d'État de Kaïes Saïd a amené de nombreuses entraves aux activités de la société civile. Solidarité avec les membres qui continuent à se battre pour l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers populaires de la capitale tunisienne.



## Le Forum ACORN International en France du 09 au 11 novembre 2021

Le temps fort international de 2021 a été l'accueil et l'organisation par l'Alliance Citoyenne du **Forum ACORN, du 9 au 11 novembre 2021**, à la bergerie de Villarceaux en région parisienne.

Du Cameroun au Canada en passant par la France, l'Inde, les Pays-Bas, les États-Unis, l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande, les organisateurs du monde entier ont partagé comment partout se construisent les contre-pouvoirs.

Du récit de l'immense victoire des vendeurs de rues en Inde face à leur gouvernement à l'épopée de la grève dans les aéroports aux Pays-Bas, en passant par la manière dont s'illustre la lutte contre le changement climatique dans les quartiers, partout se renforce le pouvoir populaire.



## L'ALLIANCE, UNE ASSOCIATION D'ÉDUCATION POPULAIRE

Dans le cadre de son objectif de transformation individuelle, l'Alliance Citoyenne organise des formations à destination de ses membres. En 2021, la majeure partie des formations concernait les savoir-faire citoyens décisifs pour agir sur les injustices qui touchent les personnes concernées (Mobiliser ses voisins : méthodes et pratiques, Négocier avec un décideur institutionnel ou encore Prendre la parole en publique etc.).

D'autres formations visaient plus la compréhension institutionnelle (Service public du logement ou encore les Fédérations sportives et la lutte contre les discriminations etc.).



## Mars 2021 - Organisation d'un cycle de formation à la Non-Violence

En mars 2021, l'Alliance Citoyenne a proposé **trois formations pour s'initier à la non-violence et à la désobéissance civile**. Ces formations ont porté sur les principes de la non-violence, les méthodes pour conduire des actions directes non-violentes ou encore les moyens d'anticiper la répression

Dans le contexte de répression des libertés associatives, les actions directes non-violentes et la désobéissance civile s'imposent comme des moyens de résistance légitimes.



Lire l'article de Libération, « *Community organizing* », à Aubervilliers, une association sensibilise les citoyens à la lutte pour leurs droits, (09/11/21)



# RÉSEAU ET PARTENAIRES

## ACORN EN FRANCE

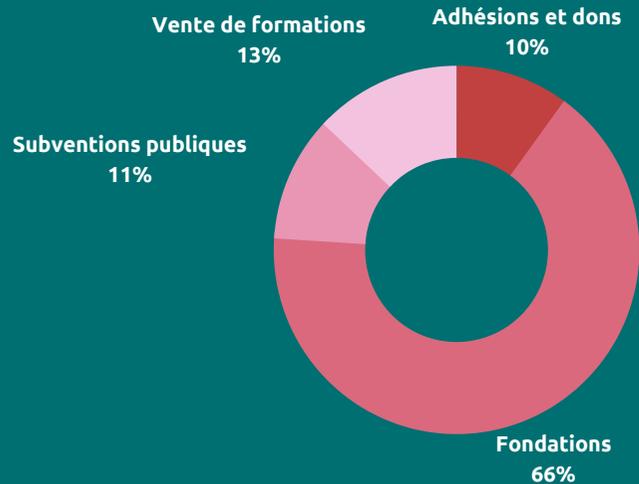
## L'ALLIANCE CITOYENNE EST MEMBRE



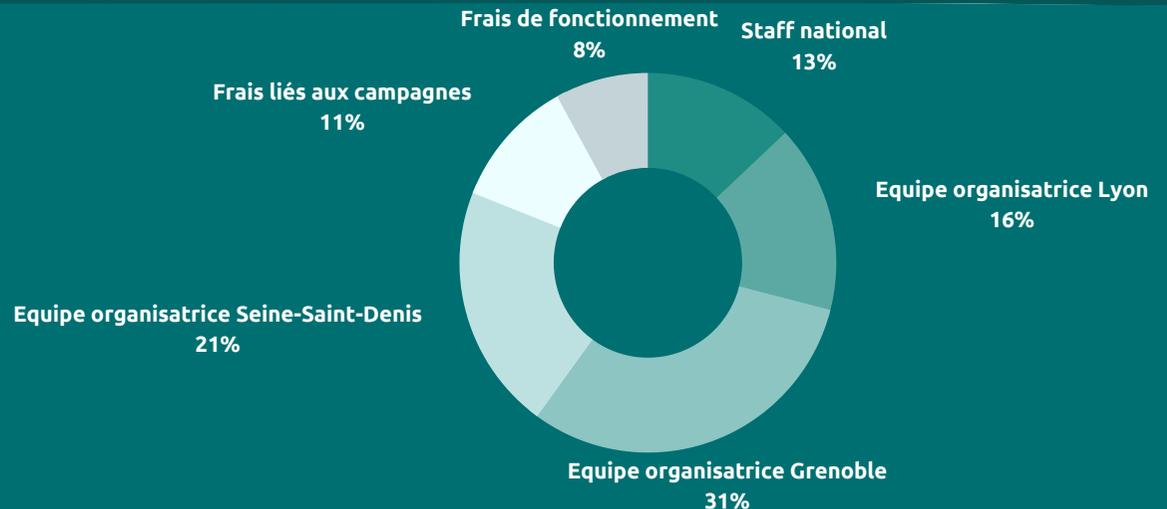
## LES PARTENAIRES



## LES PARTENAIRES FINANCIERS



PRODUITS 2021



CHARGES 2021



21 rue Boucher de Perthes  
38000 GRENOBLE

[contact@alliancecitoyenne.org](mailto:contact@alliancecitoyenne.org)



AllianceCitoyenne38  
Acaubervilliers  
AllianceCitoyenneLyon



@alliancecitoyen  
@aubervilliers



Alliance\_Citoyenne\_  
Leshijabeuses

[www.alliancecitoyenne.org](http://www.alliancecitoyenne.org)